

# Chanegricha rend hommage au soldat Benadda

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5006 - Ven. 14 - Sam. 15 février 2020 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

## Démantèlement d'une association de falsification de visas



A une semaine du premier anniversaire du Hirak

## Une foule pacifique, déterminée et optimiste

### Une guerre déjà effective par certains aspects

Par Mohamed Habili

**L**ogiquement quand un Etat et une armée s'emploient à atteindre un objectif qui se trouve être l'exact opposé de ce à quoi tend un autre Etat avec son armée, la guerre entre les deux camps est inévitable, à plus forte raison si les deux forces sont déjà au contact l'une de l'autre, et qu'il arrive qu'elles s'en prennent l'une à l'autre. Ce cas de figure est si peu une vue de l'esprit qu'il se présente concrètement en Syrie, et pas dans un seul endroit, mais dans deux régions différentes, tant à l'est qu'à l'ouest de l'Euphrate. Depuis le début de l'offensive de l'armée syrienne sur Idleb, au nord-ouest, la Turquie y a dépêché une force estimée maintenant à 10 000 soldats. On se demandait l'autre jour si la Turquie finirait par faire au nord-ouest ce qu'elle avait fait au nord-est de la Syrie. Cette question désormais ne se pose plus, car faire franchir la frontière à une force de cette importance, ce n'est rien d'autre qu'une invasion, quand le terme ne serait pas employé, ni par un côté ni par l'autre. C'est qu'on pense que pour qu'il y ait invasion, encore faut-il que cette armée s'établisse dans le pays, ne repasse pas la frontière dans l'autre sens au bout d'un temps relativement court, se comptant soit en jours soit en semaines. Au-delà, par contre, il ne serait plus possible de nier le fait ou de se voiler la face : on serait bien en face d'une deuxième invasion de la Syrie par sa voisine du nord, la Turquie.

Suite en page 3

Le Plan d'action adopté à l'APN

## Djerad décline les priorités de son gouvernement



PH.E. Soraya/J. A.

Lors de l'adoption du plan d'action du gouvernement par la majorité des députés de l'APN, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réaffirmé la détermination du gouvernement qu'il dirige à recouvrer la confiance du citoyen, dévoilé les sources de financement et évoqué la récupération de l'argent détourné par des hauts responsables et hommes d'affaires.

Accusé de «corruption» et de «transfert illégal de capitaux

## Le patron d'Ennahar, Anis Rahmani, placé sous mandat de dépôt

● Mohamed Laïd Benamor et l'un de ses frères placés sous mandat de dépôt



Transport maritime

## Vers la réduction des délais du transit aux ports à cinq jours

A l'occasion de la 25<sup>e</sup> commémoration de son assassinat

## Un hommage rendu à Azzedine Medjoubi

Le Plan d'action adopté à l'APN

# Djerad décline les priorités de son gouvernement

■ Lors de l'adoption du plan d'action du gouvernement par la majorité des députés de l'APN, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réaffirmé la détermination du gouvernement qu'il dirige à recouvrer la confiance du citoyen, dévoilé les sources de financement et évoqué la récupération de l'argent détourné par des hauts responsables et hommes d'affaires.

Par Louiza Ait Ramdane

Après trois jours de débat autour du plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a répondu, jeudi, aux questions posées par les députés sur l'absence de chiffres, de délais et de sources de financement de ce plan. Dans une déclaration à la presse, après l'adoption de son plan d'action, Djerad a affirmé que son gouvernement est un «gouvernement de terrain, composé de compétences et de patriotes», soulignant que «ce n'est pas un gouvernement virtuel ou de promesses». Le gouvernement planchera sur «la réforme des banques, la récupération de l'argent informel», a-t-il indiqué.

## Recouvrer la confiance du citoyen

Le Premier ministre a réaffirmé la détermination du gouvernement à recouvrer la confiance du citoyen à travers «la revalorisation des valeurs humaines perdues, la consécration de la culture de l'abnégation dans le travail, la reddition de comptes et la promotion des libertés». A ce propos, le Premier ministre a affirmé que le gouvernement était «conscient» que les passerelles de la confiance avec les citoyens passent impérativement par un réel engagement à faire montre

de franchise et de vérité, loin de toute fourberie et fausses promesses, précisant que «construire l'Algérie nouvelle, relever les défis et régler les crises que connaît le pays ne sauraient intervenir du jour au lendemain, et que cette entreprise nécessite des études et les approches de traitement».

## Recouvrement des fonds détournés

Evoquant la complexité d'un tel processus et le temps nécessaire à sa concrétisation, le Premier ministre a fait état de trois conditions nécessaires au lancement du processus de confiscation et de restitution de biens et d'avoirs détournés, à savoir «prouver et localiser les biens et avoirs provenant de la corruption», «fournir le jugement définitif» et «l'existence d'accords d'entraide judiciaire comme support pour l'accélération de ce processus». Il a également rappelé la teneur de l'article 54 de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption qui stipule que «nonobstant les dispositions du code de procédure pénale, l'action publique et les peines relatives aux infractions prévues par la présente loi sont imprescriptibles dans le cas où le produit du crime aurait été transféré en dehors du territoire national». Le Premier ministre a ajouté que le seul instrument juridique sur lequel l'Algérie comptera pour récupérer l'argent «volé» est la Convention des Nations unies contre la corruption. «La Convention des Nations unies contre la corruption, ratifiée par l'Algérie, est l'instrument le plus

approprié pour fonder l'action de l'Etat dans le recouvrement des avoirs issus des crimes de corruption», a-t-il indiqué. Sur le plan procédural, Djerad a précisé que c'est au ministère de la Justice de mettre en place le dispositif nécessaire à l'exécution de ce processus.

## Eventuel recours de l'Algérie à des financements extérieurs à long terme

Sollicité par les députés sur la source de financement de son plan, le Premier ministre a évoqué la possibilité de recourir à des financements extérieurs à long terme et à des conditions avantageuses pour financer les projets prévus dans le plan d'action du gouvernement. «Des financements extérieurs qui ne touchent pas à la souveraineté du pays», a-t-il expliqué. Dans ce sens, il a cité comme exemple les financements de la Banque africaine de développement (BAD) et des Fonds arabes d'investissements qui, souligne-t-il, donnent des prêts à très longs termes et avec des taux d'intérêt très faibles, qui ne touchent pas à notre souveraineté et ne remettent pas en cause les fondements de notre politique économique. «L'Algérie a ainsi énormément de possibilités permettant de réunir beaucoup d'argent», a soutenu le Premier ministre. Outre le financement extérieur, il a évoqué des niches de financements internes existant en Algérie. «Nous avons de l'argent qui existe en Algérie qui peut être récupéré à travers les réformes des systèmes bureaucratiques, de la fiscalité et des banques», a-t-il déclaré. M. Djerad a égale-



Ph/E. Soraya J. A.

ment souligné la possibilité de récupérer beaucoup d'argent existant dans le circuit informel qui contient, poursuit-il, des centaines de milliards.

## Réunion walis-gouvernement

Le Premier ministre a affirmé que la réunion walis-gouvernement, décidée par le président de la République pour les prochains jours, définira les priorités, traduira les mesures et fixera avec précision les délais d'exécution du plan d'action du gouvernement, y compris la mise en œuvre du plan d'urgence pour pallier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones marginales et rurales et les banlieues. A cet

effet, le Premier ministre a fait état d'un travail en cours pour la révision de la nomenclature nationale des projets de développement, notamment ceux gelés, reportés ou pas entamés encore. En matière d'habitat, le Premier ministre a affirmé la détermination du gouvernement à redoubler d'efforts afin d'assurer la réception, dans les délais impartis, des programmes en cours de réalisation et le parachèvement de leur aménagement et raccordement aux différents réseaux, tout en mobilisant les ressources nécessaires au lancement du programme ambitieux initié par le président de la République visant la réalisation d'un million de nouveaux logements.

L. A. R.

Entendus mercredi par le tribunal de Sidi M'hamed **Mohamed Laïd Benamor et l'un de ses frères placés sous mandat de dépôt**

LE JUGE instructeur du palais de justice de Sidi M'hamed, Alger, a placé avant-hier l'homme d'affaires Mohamed Laïd Benamor, patron du groupe agroalimentaire Amor Benamor et également ex-président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), ainsi que l'un de ses frères sous mandat de dépôt pour des faits de corruption, ont rapporté des médias électroniques. Selon ces derniers, les inculpés sont poursuivis pour, notamment, «dépense de deniers publics» et «exploitation illégale de terres agricoles». Dix-sept autres personnes auditionnées dans cette affaire ont été libérées, selon les mêmes sources. **Souhila D.**

Accusé de «corruption» et de «transfert illégal de capitaux»

## Le patron d'Ennahar, Anis Rahmani, placé sous mandat de dépôt

Le patron du groupe médiatique Ennahar, Anis Rahmani, de son vrai nom Mohamed Mokaddem, a été placé sous mandat de dépôt tard dans la nuit d'avant-hier à hier, au terme de son audition par le procureur de la République du tribunal de Bir Mourad Raïs, Alger.

Est-ce la fin de l'impunité dont a joui depuis des années le patron d'Ennahar qui sans scrupule ni respect des droits et de la dignité humaine, ne s'est pas gêné pour porter atteinte à la vie privée des personnes ? En effet, la machine judiciaire huilée plus que jamais contre la corruption en tout genre a, par le biais du juge instructeur près le Tribunal de Bir Mourad Raïs (Alger), ordonné, dans la nuit d'avant-hier à hier, la mise en

détention provisoire du directeur général du groupe Ennahar, Mohamed Mokaddem. Le prévenu est notamment poursuivi dans une affaire liée à «l'acquisition d'avantages indus» et «la détention de comptes bancaires à l'étranger», a rapporté hier l'APS qui cite des services du Parquet général d'Alger. Anis Rahmani sera ensuite incarcéré à la prison de Koléa en attendant la convocation de son procès pour plusieurs charges liées à la «corruption» et au «transfert illégal de capitaux», selon plusieurs sources médiatiques. A sa sortie du tribunal, l'information a de facto été largement relayée par quelques chaînes de télévision avant d'enflammer les réseaux sociaux. A noter que le patron d'Ennahar Tv, connu pour avoir

été un des proches de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika et du sérail, interpellé mercredi soir dernier, a passé la nuit à la brigade de gendarmerie de Bab Djedid, avant de passer devant le procureur qui a ordonné son incarcération à la prison de Koléa en attendant la convocation de son procès pour plusieurs charges liées au transfert illégal de capitaux.

Entre-temps, la chaîne Ennahar, qui a confirmé l'arrestation de son patron mercredi dernier vers 16h par des éléments en tenue civile qui l'ont conduit vers la brigade de la gendarmerie de Bab Djedid, a annoncé dans un communiqué rendu public vers midi la constitution d'une défense pour le patron du groupe médiatique lors du pro-

cess. Le patron, propriétaire du groupe médias Ennahar, est également accusé d'«infraction à la législation de change», «chantage pour l'obtention d'avantages indus», «abus de pouvoir» et «détention de comptes bancaires à l'étranger», selon les médias qui ont rapporté l'information de sa détention. Il est à rappeler qu'Anis Rahmani a fait l'objet de nombreuses plaintes pour diffamation. La dernière remonte à fin décembre dernier, lorsque avec un journaliste d'Ennahar, ils ont été condamnés à six mois de prison ferme pour «offense et diffamation» à l'encontre du général à la retraite Hocine Benhadid qui était à l'époque en prison.

Lynda Naili

Attentat de Timiaouine

# Chanegricha rend hommage au soldat Benadda

Après avoir supervisé l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles, le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, Saïd Chanegricha, a poursuivi sa visite en 6<sup>e</sup> Région militaire en se rendant au Secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar, où il a inspecté quelques unités relevant de ce Secteur.

Par Meriem Benchaouia

Il a, à cette occasion, rendu hommage au vaillant chahid Benadda Brahim, en lui décernant la Médaille de bravoure, «en guise de reconnaissance et de gratitude de la part du Commandement de l'ANP aux sacrifices du chahid pour sa Patrie, l'Algérie». Il a souligné, dans son allocution prononcée lors de cette visite, son soutien aux personnels du détachement de Timiaouine, «suite au lâche attentat terroriste ayant ciblé ce détachement, au début de cette semaine, faisant tomber au champ d'honneur le chahid Djoundi contractuel Benadda Brahim qui a su, avec bravoure et vigilance, mettre en échec cette tentative désespérée et sauver ses camarades et son unité», réitérant, à cette occasion, ses condoléances à la famille et aux proches du chahid. «J'ai tenu, à l'occasion de cette visite que j'effectue en 6<sup>e</sup> Région militaire, à vous rencontrer et vous soutenir, notamment suite au lâche attentat terroriste ayant ciblé, au début de cette semaine, le 62<sup>e</sup> Bataillon d'Infanterie Motorisée Autonome, faisant tomber au champ d'honneur le chahid Djoundi contractuel Benadda Brahim qui a su, avec bravoure et vigilance, mettre en échec cette tentative criminelle désespérée et sauver ses camarades, son détachement et son unité», a-t-il déclaré dans son allocution en hommage au jeune soldat. «Oui, nous sommes fiers de cet acte héroïque de nos hommes, et appelons l'ensemble à en prendre exemple, comme nous



valorisons les résultats positifs que les unités de l'Armée nationale populaire n'ont cessé de réaliser dans le domaine de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, ayant contribué à maîtriser totalement la situation sécuritaire dans notre pays», a-t-il ajouté.

## Assurer une «adaptation optimale» des unités de l'armée aux nouveaux défis sécuritaires

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim a souligné la nécessité d'assurer une adaptation optimale de la préparation au combat des Forces armées à l'ensemble des nouveaux défis

sécuritaires rencontrés le long de nos frontières, notamment Sud. «Le développement effectif et l'amélioration réelle du niveau atteint aujourd'hui par nos Forces armées, dans toutes leurs composantes, nécessitent que soit accordée une importance majeure à la préparation rigoureuse et efficiente des exercices de différents niveaux et plans, et que la préparation au combat soit menée vers une nouvelle phase, devant revêtir davantage de professionnalisme, en termes de planification et de précision de l'exécution», a affirmé le général-major dans une rencontre avec les personnels des unités ayant exécuté l'exercice tactique «Hoggar-2020». Après avoir félicité les «grands efforts fournis» par les personnels des unités ayant exécuté cet exerci-

ce, «parfaitement réussi», le général-major Saïd Chanegricha a relevé que l'objectif «étant d'assurer une adaptation optimale à l'ensemble des nouveaux défis sécuritaires rencontrés le long de nos frontières, notamment Sud, et ce, a-t-il précisé, dans le cadre de la stratégie clairvoyante adoptée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, sous la conduite du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et à la faveur de ses orientations». Pour lui, cette stratégie «a donné ses fruits sur le terrain, à travers les résultats positifs sans cesse enregistrés par nos unités déployées sur l'ensemble du territoire national».

M. B.

## A une semaine du premier anniversaire du Hirak Une foule pacifique, déterminée et optimiste

Voulant réaffirmer leur détermination à aller jusqu'au bout dans leur mouvement, exiger la libération des détenus d'opinion ainsi que l'instauration d'un Etat de droit, des Algériens sont sortis pacifiquement pour le 52<sup>e</sup> vendredi consécutif dans plusieurs villes du pays.

Voilà maintenant presque une année que le peuple algérien sort chaque vendredi et mardi pacifiquement dans plusieurs villes du pays pour exprimer son opposition au système, exiger la libération des détenus d'opinion dont des étudiants, des activistes... Hier, comme chaque vendredi depuis le 22 février dernier, la rue été pleine à craquer. Femmes, hommes et enfants, brandissant l'emblème national de tous formats, des pancartes de toutes formes et couleurs, ont marché dans les différentes rues

menant à la Grande Poste. La foule s'est agrandie après la prière du vendredi, vers 13h50. Les manifestants ont alors effectué leur marche habituelle, scandant des slogans pour le changement, la libération des hirkistes arrêtés durant les manifestations qui ont eu lieu le vendredi. Devant un important dispositif sécuritaire, les participants à ce dernier vendredi avant la célébration, vendredi prochain, d'une année de mobilisation pacifique, ont réaffirmé leur détermination à aller au bout de leur mouvement avec le même esprit, pacifique, déterminé et optimiste. Pour ce 52<sup>e</sup> vendredi, les citoyens ont aussi exigé le départ de la «issaba» et l'instauration d'un Etat de droit, l'indépendance de la justice, l'application des articles 7 et 8 de la Constitution. Lors de cette nou-

velle marche, les manifestants ont tenu à rendre hommage au procureur-adjoint muté dans une localité du sud du pays pour avoir demandé la relaxe d'une vingtaine de manifestants et plaidé pour l'indépendance de l'appareil judiciaire, indiquant sur des pancartes : «Sidi M'hamed Belhadi, tu es la fierté de la justice algérienne». Ils ont également appelé à l'instauration d'un système civil qui «garantisse les libertés et accepte le pluralisme et l'acceptation de l'autre, attaché à la démocratie et à l'alternance pacifique du pouvoir» et à «la levée des restrictions du droit au rassemblement dans l'espace public et de manifestation». Marchant dans les différentes rues du centre-ville de la capitale, les manifestants ont scandé «Djazayer hoursa dimocratya» (Algérie libre et démocratique),

«Yasskout el nidame» (A bas le pouvoir), «Echaab yourid el istiklal» (Le peuple veut l'indépendance). Enfin, notons que beaucoup de détenus ont recouvré la liberté ce jeudi 13 février, dont l'étudiante de Tlemcen Nour el Houda Oggadi, condamnée à un mois de prison ferme, et dont le hirak n'a eu de cesse de demander la libération lors des marches estudiantines du mardi. Ces derniers jours, on a assisté à une cascade de relaxes, notamment à Aïn Témouchent et Tlemcen, où plus d'une cinquantaine de manifestants et d'activistes ont été innocentés par les tribunaux. Mais il reste encore derrière les barreaux des manifestants et animateurs du hirak, notamment Karim Tabbou, Fodil Boumala et Abdelouahab Fersaoui, dont la libération continue à être demandée par le

## LA QUESTION DU JOUR

## Une guerre déjà effective par certains aspects

Suite de la page une

Jusqu'à celle-ci a mené une guerre par procuration, armant et finançant des groupes rebelles, quand elle ne les a pas elle-même créés de toutes pièces. A partir de maintenant, étant en première ligne, à l'avant de ces mêmes groupes que l'armée syrienne entend déloger d'Idleb, la seule guerre possible est une confrontation directe entre les deux armées. Ce serait du reste déjà pleinement le cas s'il n'y avait pas la Russie pour jouer au médiateur. A un bien étrange médiateur, à vrai dire, puisque elle est elle-même partie prenante au conflit. Sans son aviation qui bombarde, en même temps que celle de Damas, les positions rebelles, et qui assure ensuite la couverture aérienne à l'avancée des unités syriennes, la bataille d'Idleb n'aurait même pas commencé. Ni même d'ailleurs aucune de celles qui avaient précédé, et qui avaient permis à l'Etat syrien de reprendre le contrôle sur les deux tiers du pays. Le un tiers restant pourrait bien s'avérer plus difficile et plus coûteux, et d'une façon générale plus long à reconquérir que les deux tiers précédents. Il a fallu à la Syrie et ses alliés neuf ans pour à la fois renverser le cours de la guerre, qu'ils étaient en train de perdre jusqu'à la fin de 2015, et reprendre possession des deux tiers du pays. Rien ne dit encore qu'il ne leur faudrait pas de longues années avant de réunifier le pays sous une seule autorité politique, celle de l'Etat syrien, renouvelé peut-être mais néanmoins le même qu'avant la crise de 2011. Or que ce qui reste de guerre soit long ou au contraire court ne dépend pas de la Turquie, ni même de la Russie, mais du demi-millier de soldats américains, qui depuis l'invasion de la Turquie du nord-est syrien, qu'ils ont permise par leur repli, sont affectés au gardiennage des puits de pétrole de Deir-Ez-Zor. Que leurs chefs se décident à les rappeler, et il n'y aura pas de guerre entre les deux armées syrienne et turque, pour la bonne et simple raison que cette dernière sera elle aussi et sans tarder rappelée par Ankara. C'est ce demi-millier de soldats américains qui en réalité assure la protection des milliers de soldats turcs occupant la Syrie des deux côtés de l'Euphrate. Qu'ils y soient maintenus par contre et l'on voit mal ce qui pourra être fait pour qu'une guerre déjà effective par certains aspects n'éclate pas pour de bon.

M. H.

# L'escargot inonde le marché à Oran

■ La capitale de l'Ouest algérien s'est transformée avec le temps en véritable pôle de commercialisation de l'escargot, localement appelé «bebbouche» par les habitants de la région et provenant des quatre coins du pays. Par la force des choses, ce «caviar rampant» inonde les marchés populaires et de proximité à Oran et constitue le centre d'intérêt des tables oranaises.

Par Antar F.

La culture de consommation des escargots chez les Oranais encourage son commerce, qui n'est plus l'apanage des vendeurs ambulants qui sillonnaient autrefois les quartiers populaires. La vente de ce gastéropode a conquis tous les marchés couverts et ouverts d'Oran et même les grandes surfaces, a-t-on constaté. Tous les types d'escargots ramassés dans les montagnes, les forêts et les champs des wilayas de Relizane, Saïda, Alger, Sig (Mascara), Tlemcen et Médéa, sont disponibles dans les marchés oranais à des prix presque à la portée de tous, a indiqué à l'APS un commerçant, spécialisé dans la vente d'escargots à hai «Oussama» (ex-Boulangier). Un promoteur dans ces espaces commerciaux sera étonné de voir la quantité d'escargots proposée à la vente et leurs différentes variétés, allant des plus petits aux plus grands, du bariolé au blanc, du marron foncé au châtain, avec ou sans lignes jaunes, ainsi que le gris considéré comme le meilleur et le plus cher, a affirmé Kheddouma Hocine, qui fournit, quotidiennement, les escargots aux commerçants ambulants disséminés dans les marchés. Au sujet de la quantité d'escargots qu'il reçoit, ce fournisseur a indiqué que «cela dépend des



régions», en l'occurrence selon le climat de chaque région, soulignant que «tous les escargots exposés dans les marchés sont sauvages, c'est-à-dire qu'ils sont de grande qualité et propres, ce qui les rend, après cuisson, meilleurs que les escargots d'élevage», explique-t-il en fin connaisseur. Le marché des escargots à Oran fournissait, auparavant, un seul type de ce gastéropode, le fin, mais aujourd'hui le consommateur oranais a plusieurs choix et peut y trouver plusieurs espèces aux noms tout aussi différents comme «Beyad», «Naïdja» et «Boukrar» connu par son grand volume et sa couleur grise que les vendeurs appellent le «caviar algérien» ou «caviar rampant», selon Kaddour, un vendeur en provenance de Tafraoui, qui a une longue expérience dans le ramassage et la vente d'escargots. La disponibilité de ce produit à longueur d'année a encouragé un investisseur oranais à exporter les escargots vers l'Espagne et l'Italie, mais cette initiative, qui a débuté en 2006, n'a pas duré très longtemps pour des raisons non déterminées, selon des informations recueillies

à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO).

## La vente d'escargots, un commerce fructueux

L'escargot, très prisé par les consommateurs oranais, est devenu une source de revenu pour de nombreuses familles. Des jeunes et des vieux, en compagnie de leurs épouses, se dirigent aux premières heures de la matinée vers les zones montagneuses pour ramasser les escargots, a indiqué le président de l'association «Chafiallah» d'Oran, spécialisée dans l'élevage d'oiseaux et d'animaux et dans la protection de l'environnement. Les zones montagneuses de la région dont Djebel K'har (ex-Montagne des lions), la «forêt de M'sila» et «Granine», à l'est et à l'ouest d'Oran, sont les zones privilégiées où l'escargot est extrêmement abondant, notamment avec la chute de pluies, qui encourage ces gastéropodes à sortir de leurs cachettes, facilitant le ramassage, a ajouté Maamar Chafiallah. Quant aux prix, ils varient entre 200 et 300 DA le kilo

en hiver et passent à 400 DA durant la saison sèche où les ventes stagnent, indique un vendeur au marché de hai «Medina Jdida» d'Oran, signalant qu'il s'approvisionne auprès du fournisseur principal à un prix de référence ne dépassant pas 250 DA le kilogramme.

Le prix peut atteindre 560 DA le kilo en été en raison de la forte demande, notamment par les émigrés en visite à Oran, qui achètent de grandes quantités d'escargots : «Boukrar» ou «Beyad», les plus demandés en raison de leur qualité, mais plus rares dans les marchés en comparaison avec les autres variétés. La cherté des escargots est due, selon un vendeur de la région de Sig (Mascara), proposant sa marchandise au marché de hai Mahieddine (ex-Eckhmül), à la chaleur où il devient difficile de trouver les escargots dans les zones montagneuses, ainsi qu'à certains oiseaux qui s'en nourrissent, ce qui nécessite de grands efforts dans le ramassage du «bebbouche» qui reste caché parmi les roches et qui est apprécié le «jeûneur».

## L'escargot... soupe et autres bienfaits

Les Oranais, connus pour leur penchant pour les escargots, s'ingénient à préparer des plats succulents, notamment la «soupe d'escargots» dont la préparation nécessite de nombreuses herbes médicinales et aromatiques et d'épices et qui est préparée en hiver pour traiter les affections dues au froid. Les escargots sont laissés, une nuit entière, dans la semoule afin qu'ils se débarrassent de tous leurs déchets. Ils sont ensuite lavés à l'eau vinaigrée, jusqu'à ce qu'ils se débarrassent de tous leurs sécrétions et placés dans une marmite pour la cuisson après lecture de la sourate de la Fatiha et le «Tekbir», selon M<sup>me</sup> Nacéra, qui est en train d'élaborer un livret de recettes sur les différentes façons de cuire les escargots, qui font partie de l'art culinaire populaire algérien, ainsi que sur ses bienfaits sur la santé.

Ce plat traditionnel n'est pas seulement préparé par les familles oranaises, mais a pu s'introduire dans les restaurants, voire dans les grands restaurants des établissements hôteliers et occupe même une place de choix dans les menus proposés aux clients, ce qui nécessite le classement de la «soupe d'escargots» patrimoine national, selon M<sup>me</sup> Nacéra. Ce qui a rendu les escargots très prisés par les Oranais, c'est incontestablement leur valeur nutritive et leurs bienfaits sur la santé, sachant que ces gastéropodes ne se nourrissent que d'herbes de la nature, selon la même source, soulignant que le mucus des escargots était utilisé par nos grands-mères pour leur vertu anti-âge, sachant nombre de laboratoires de cosmétiques dans le monde l'utilisent dans la production de préparations aux caractéristiques naturelles pour la forme et la beauté et pour traiter les rides du visage. La consommation des plats de «bebbouche» va de pair avec les contes populaires et possède une symbolique particulière dans les œuvres littéraires mondiales dont «L'escargot entêté» de Rachid Boudjedra, ainsi que sa grande présence dans les proverbes populaires du monde entier due à sa lenteur.

A. F./APS

## Téléphonie

# Djezzy achève l'année 2019 avec plus de 13,4 milliards de dinars d'investissements

Djezzy a le plaisir d'annoncer les résultats d'exploitation de l'année 2019 caractérisés par la poursuite d'une stratégie d'investissement dans le cadre du déploiement et la densification du réseau 3G/4G avec l'ouverture de 9 nouvelles wilayas 4G et le renforcement des capacités technologiques pour absorber la consommation de plus en plus forte de l'internet mobile. Dans ce cadre, Djezzy a investi un montant de 4,7 milliards de

dinars au quatrième trimestre, enregistrant un investissement global de 13,4 milliards de dinars durant toute l'année 2019 en hausse de 6 % par rapport à 2018. A la fin du quatrième trimestre, les services 4G couvraient 37 wilayas et plus de 38 % de la population du pays, tandis que le réseau 3G couvrait les 48 wilayas et plus de 75 % de la population. Au quatrième trimestre 2019, Djezzy a enregistré un chiffre d'affaires de 23,7

milliards de dinars, en hausse de 0,4 % par rapport au troisième trimestre. Avec 7,8 milliards de dinars, les revenus data ont cru de 42 % par rapport à la même période en 2018 grâce à l'utilisation croissante de l'internet mobile (3,9 Go/ utilisateur, soit une croissance de plus de 82 %). Le revenu annuel global s'est établi à 92,5 milliards de dinars, enregistrant une légère baisse de 2,4 % comparé à 2018, une situation qui s'inscrit

dans la contraction que connaît le marché de la téléphonie mobile. Au 31 décembre 2019, Djezzy comptait 14,6 millions de clients dont 8,8 millions de clients data. Au quatrième trimestre, l'EBITDA s'est élevé à 11,1 milliards de dinars, le plus haut niveau atteint en 2019, s'établissant au même niveau par rapport à la même période en 2018. La marge EBITDA, 46,6 %, a également gagné 0,9 point, comparé à la même période en

2018. Djezzy a poursuivi en 2019 son programme de Transformation Digitale en vue de s'adapter au nouveau contexte de la téléphonie mobile marqué par le développement de l'internet mobile et s'est doté d'une nouvelle convention collective afin de valoriser ses compétences et faire face aux exigences de l'industrie et de l'économie numérique.

Communiqué

## Transport maritime

# Vers la réduction des délais du transit aux ports à cinq jours

■ La durée maximale du séjour des marchandises aux ports algériens sera réduite prochainement à cinq jours, dans l'objectif de diminuer les coûts du transit et mieux maîtriser les flux, a indiqué le P-DG du groupe Services portuaires (Serport), Djelloul Achour. «Nous nous sommes promis, avec les services des douanes, d'aller vers davantage de rigueur dans la gestion du transit et nous comptons limiter sa durée à cinq jours contre 21 jours actuellement», a déclaré M. Achour.

Par Malek M.

Ainsi, il sera fait obligation pour les opérateurs du commerce international d'accomplir leurs formalités dans un délai de cinq jours, en vertu d'un texte réglementaire qui sera promulgué prochainement. Interrogé sur la faisabilité de cette démarche, le P-DG a expliqué que le projet de digitalisation en cours des ports va permettre de faciliter le traitement qui va commencer avant même l'arrivée des conteneurs. Les ports vont également améliorer leur organisation afin de permettre la réception, le dédouanement et l'acheminement des marchandises à leurs bénéficiaires dans les meilleurs délais. Dans ce cadre, Serport étudie des nouvelles solutions en partenariat avec la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) permettant de livrer directement le conteneur qui arrive au port, vers son bénéficiaire qui le réceptionne au niveau des plateformes logistiques extra-portuaires connectées aux réseaux ferroviaires. Après la réception des marchandises, le conteneur sera restitué au niveau de la plateforme et reconduit ensuite vers le port, ce qui permettra de réduire sensiblement la facture des surestaries (les indemnités que l'affrètement doit payer au propriétaire du navire quand le temps de chargement ou déchargement dépasse le temps contractuel de planche). M. Achour précise que les charges de l'opération de transport vers les plateformes seront supportées par les entreprises portuaires à travers leurs filiales logistiques. Le groupe Serport a déjà investi dans ce genre de plateformes, à l'instar de celle de Tixter qui assure la logistique et le transport intermodal entre le port de Béjaïa et la zone industrielle de Bordj Bou Arréridj.

## Les ports secs seront en sous-activité

Le P-DG de Serport estime, par ailleurs, que la réduction des délais de transit à la faveur de la digitalisation et la multiplication des plateformes extra-portuaires connectées aux réseaux ferroviaires, les ports secs vont devoir changer de vocation.

«La notion des ports secs a été introduite dans un contexte particulier pour faire face à un trafic supplémentaire enregistré dans le passé. Ils sont venus soutenir l'activité dans les ports, mais avec notre projet de réduire les délais de passage, ils vont certainement rentrer dans une phase de sous-activité», soutient-il. Dans ce sens, M. Achour propose d'ériger les ports secs en plateformes logistiques avec un dispositif juridique permettant d'exercer des activités de manufacture et de préparation pour l'exportation des produits nationaux notamment agricoles et industriels (empotage, groupage, conditionnement, emballage). «Avec les perspectives actuelles d'exportation, ces ports secs peuvent se ressourcer et devenir des plateformes de transfert de marchandises, où beaucoup d'activités peuvent se développer comme soutien à l'export», a-t-il noté.

## Les capacités des ports commerciaux vont tripler d'ici à 2021

Les capacités des ports commerciaux algériens en matière de trafic de conteneurs vont tripler d'ici à 2021 pour atteindre 6 millions d'Equivalent vingt pieds (EVP) contre 2 millions d'EVP actuellement, a indiqué Djelloul Achour. Ainsi, les ports algériens vont gagner 4 millions d'EVP additionnels à la faveur des pro-

jets de réalisation et d'extension des terminaux à conteneurs en cours de réalisation. Il s'agit des projets de construction du terminal à conteneurs de DjenDjen (Jijel), doté d'une capacité de 2 millions d'EVP, d'extension-développement du terminal d'Alger qui va augmenter ses capacités à un million d'EVP, d'extension-développement du terminal d'Oran qui va accroître ses capacités à 1,5 million d'EVP. S'ajoute à cela, le Port d'Annaba, qui va mettre en place son terminal à conteneurs d'une capacité de 600 000 EVP et le Port de Béjaïa qui va augmenter ses capacités à 300 000 EVP prochainement, selon M. Achour. En outre, un quai minéralier est en cours de construction au port d'Arzew et qui va traiter les opérations du complexe sidérurgique Tosyali Algérie à l'import et à l'export. Au niveau du Port de DjenDjen, un appontement minéralier va entrer en exploitation dans quelques mois, pour prendre en charge les activités du complexe sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS). Concernant le quai minéralier d'Annaba, qui s'inscrit dans le cadre du mégaprojet de phosphate, le P-DG de Serport a expliqué que les appels d'offres avaient été relancés il y a un mois, et que son budget est disponible (75 milliards de dinars, assurés par un crédit). S'agissant du transport des voyageurs, M. Achour a fait savoir que la nouvelle gare maritime d'Annaba sera réceptionnée dans trois mois. Elle sera dotée d'une capacité annuelle de 700 000 voyageurs et 350 000 voitures. Deux nouvelles gares maritimes à Alger et Béjaïa avaient été mises en service en 2018, avec une capacité de 1 million de voyageurs et 500 000 voitures/an pour chacune. Pour améliorer les services au niveau des gares maritimes, le groupe



Serport prévoit de développer le transport roulier (Ro-Ro) qui permet de réduire sensiblement les délais et les coûts. Les ports seront donc adaptés à la réception de navires rouliers qui parviennent à transiter vers leurs destinations avec plusieurs jours de moins que les navires porte-conteneurs, et avec plus de sécurité puisque la marchandise ne risque pas d'être déplacée ou reprise. Concernant la facilitation destinée à l'exportation, le P-DG a souligné que plusieurs mesures ont été prises par les filiales du groupe pour charmer les exportateurs, et qui concernent particulièrement la réduction du temps de séjour de la marchandise, réduction de 50 à 80 % des tarifs d'embarquement, les couloirs verts qui existent actuellement dans tous les ports commerciaux, outre les avantages décidés par les pouvoirs publics sur les plans financiers et douaniers. Ces mesures seront accompagnées par la création de nouvelles plateformes logistiques reliées aux ports par des voies ferrées dans lesquelles la marchandise sera préparée (coli-

sage, conditionnement, emballage...).

## Vers la création d'une société de dragage portuaire

Sur les nouveaux partenariats industriels, M. Achour a fait savoir qu'une nouvelle société mixte avec une entreprise nationale est en cours d'étude, pour prendre en charge le dragage aux ports. «Le port c'est le lieu où se déverse tous les résidus urbains. C'est un grand souci qui se pose avec beaucoup d'acuité, puisque plusieurs ports sont aujourd'hui limités en capacités d'accueil des navires à cause des problèmes de dragage», a-t-il noté.

Le groupe Serport avait signé également une convention pour la fabrication locale d'équipements, avec Holding Algeria Chemical Spécialités ACS/Spa, dans l'objectif d'augmenter les capacités d'accueil et d'accostage des embarcations maritimes au niveau des ports de pêche et de plaisance. Ces appontements flottants, qui «répondent aux standards internationaux», permettront d'augmenter les capacités d'accostage au niveau des ports de pêche et de plaisance, afin de faire face à la demande croissante des postes à quai mais aussi de garantir la sécurité des navires accostés au niveau des différents ports du territoire national. Le partenariat sera également le moyen de «résoudre la problématique environnementale liée au plastique, avec l'ENPC (Entreprise nationale des plastiques et caoutchoucs, filiales d'ACS) qui va récupérer les produits qui se jettent, les recycler et les utiliser dans la fabrication avec ces appontements», selon le P-DG.

M. M./APS

## Pétrole

# Le Brent à 57 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole étaient en hausse hier en dépit des incertitudes qui pèsent sur la demande mondiale et le flou qui demeure sur la réponse conjointe des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 57,16 dollars à Londres, en hausse de 1,46 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour mars gagnait 1,28 %, à 52,06 dollars. Les deux indices de référence restent sur trois séances de hausse et pourraient signer leur première semaine dans le vert depuis celle du 30 décembre. «Les prix du pétrole continuent leur rebond malgré l'absence de message clair de la part des

pays membres de l'Opep et de l'Opep+», a expliqué Bjarne Schieldrop, analyste de SEB. La Russie, principal partenaire de l'Opep, n'a toujours pas indiqué si elle soutient les coupes supplémentaires recommandées par le comité technique de l'Opep+ qui a rendu ses conclusions la semaine dernière. Pourtant, les opérateurs de marchés sont «optimistes» et estiment que les 23 membres de l'Opep+ «feront le nécessaire pour réduire leur production et ainsi soutenir les cours», a rapporté Edward Moya de Oanda. Sur le front de l'épidémie du nouveau coronavirus qui frappe le premier importateur d'hydrocarbures, le bilan approchait hier les 1 400 morts en Chine, pour près de 64 000 cas de contamination. L'Agence internationale de

l'énergie (AIE) a par ailleurs prévenu jeudi des conséquences «significatives» sur la demande de pétrole de cette épidémie, révisant à la baisse de 365 000 barils par jour ses attentes concernant la croissance de la demande de brut pour 2020. L'Opep avait déjà fortement révisé à la baisse la veille sa prévision de croissance de la demande mondiale de brut cette année, soulignant l'impact en Chine du coronavirus sur les carburants pour le transport, notamment l'aviation. «Ce coup porté aux prévisions de demande de brut pourrait cependant être déjà intégré dans les prix, qui ont perdu aux alentours de 15 % depuis le début de l'année», a relativisé M. Moya.

Salem K.

## Tébessa

# Mise en exploitation du barrage de Ouldjet Mellegue avant la fin du premier semestre

■ La mise en exploitation du barrage de Ouldjet Mellegue (wilaya de Tébessa) permettant d'approvisionner les habitants des communes du nord de la wilaya est prévue avant la fin du premier semestre 2020, a indiqué, jeudi, le directeur des ressources en eau.

Par Nassima A.

« Les habitants des communes de Ouenza, Aouinet, Boukhadra, Bir El Dhab, Morsott et El-Meridj seront approvisionnés avant la fin du mois de juin prochain en eau potable à partir de ce barrage qui renferme actuellement 140 millions de m<sup>3</sup> d'eau », a précisé le même responsable lors d'une conférence de presse tenue à la maison de la presse Malek-Benabi. « Les travaux de réalisation d'un réseau de distribution d'eau sur une longueur de 18 km à partir du barrage sont presque achevés », a ajouté le même responsable, soulignant que l'installation de la station monobloc de traitement des eaux a atteint 80 % d'avancement. La mise en service de ce nouvel ouvrage hydraulique, dont la capacité de stockage est estimée à environ de 160 millions m<sup>3</sup>, permettra de fournir de l'eau potable aux habitants des communes du nord à court terme, avant d'étendre les travaux pour atteindre les communes de Chréa et Bir Mokadem à moyen terme. De plus, la station d'épuration des eaux usées implantée dans la zone de Ain Zerrouk sera mise en service au cours de l'année 2020, a fait savoir le directeur des ressources en eau, qui a confirmé

l'achèvement de tous les travaux de réalisation et d'aménagement, dans l'attente du raccordement aux réseaux d'assainissement des communes de Tébessa, Hammamet, Bekkaria et Boulhaf Dir, avant l'extension du projet pour inclure d'autres communes. Cette station, première du genre dans la wilaya de Tébessa, permettra de traiter 48 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées par jour, a souligné la même source, relevant que l'eau obtenue après le filtrage sera consacrée à l'irrigation en raison du caractère agro-pastoral de cette wilaya. Concernant la commune de Chréa qui souffre d'un grand

déficit en matière d'approvisionnement en eau potable, le même responsable a précisé que plusieurs projets sont en cours de réalisation dans le but d'améliorer l'alimentation en eau de ses habitants. Un projet urgent a été mis en place pour cette commune, dont la réalisation de 2 stations de pompage d'une capacité de 60 litres par seconde, 2 puits profonds, ainsi que la relance de l'étude technique du projet de réalisation du barrage de Ain Babouche, a conclu M. Bencheikh.

N. A./APS



PH. > D. R.

## Khenchela

## Près de 280 millions de dinars pour le projet de vidéosurveillance de la wilaya

L'étude menée par la commission chargée de préparer le plan directeur de vidéosurveillance de l'ensemble de la wilaya de Khenchela a relevé que la concrétisation de ce projet nécessite une enveloppe financière de 279 millions de dinars, a indiqué, jeudi, le chef du service des équipements et moyens techniques, le commissaire de police Abdennacer Abbasi. Ce responsable a révélé, à ce propos, que cette étude sera prochainement examinée par la commission de sécurité de la wilaya de Khenchela, avant de transmettre par la suite un rapport détaillé au ministère de l'Intérieur, des Collectivités

locales et de l'Aménagement du territoire. Constituée par des cadres de la sûreté de wilaya, de la Gendarmerie nationale, d'Algérie Télécom, de la société de distribution de gaz et d'électricité et de la société d'électricité rurale et urbaine de Batna, la cellule chargée de déterminer les points de contrôle via le système de vidéosurveillance a conclu à la nécessité de mettre en place 385 points de contrôle à travers le territoire de compétence de la sûreté et 130 autres à travers celui de la Gendarmerie nationale. Selon le divisionnaire Abdennacer Abbasi, l'étude technique du projet a confirmé la

nécessité d'installer 1 300 caméras de surveillance, dont 898 caméras fixes et 259 caméras mobiles, en plus de 143 caméras spéciales dotées du système de reconnaissance automatique des plaques minéralogiques des véhicules recherchés. Le chef du service des équipements et moyens techniques de la sûreté de la wilaya de Khenchela a, pour conclure, affirmé que la réalisation du projet de vidéosurveillance va permettre aux services de sécurité de surveiller le trafic routier et la circulation des personnes et d'intervenir rapidement le cas échéant.

Samy T.

## Tindouf

## Attribution de plus de 1 400 logements sociaux avant le mois de ramadhan

Au moins 1 402 logements sociaux locatifs vont être attribués à leurs bénéficiaires avant le mois de ramadhan prochain dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Dans un point de

presse en marge de l'inspection de certains chantiers en cours, le wali de Tindouf, Youcef Mahiout, a indiqué que l'opération de tirage au sort pour la remise des clefs aux bénéficiaires, dont les listes nomina-

tives ont été rendues publiques en décembre dernier, sera organisée à la fin du mois de février en cours. Le wali a expliqué le retard accusé dans la distribution de ces logements par la lenteur des travaux de réalisation

des voies et réseaux divers (VRD), les aménagements extérieurs et les espaces verts, pour la réunion des conditions d'une vie décente. Selon le même responsable, les travaux d'aménagement de ces logements,

confiés à divers secteurs concernés, tirent à leur fin pour être livrés dans les prochains jours. Le wali de Tindouf a instruit les responsables locaux afin d'hâter le rythme des travaux pour la livraison de ces logements dans les meilleurs délais. Des suggestions seront soulevées aux autorités centrales pour l'adaptation, à la demande de la population locale, du mode architectural et urbanistique des projets d'habitat aux spécificités de la région, aux conditions climatiques et naturelles spécifiques, a assuré M. Mahiout.

O. Y.

## Batna/ Commune de Ouled Si Slimane

## Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 800 foyers

Au moins 800 foyers du village Kouchbi dans la commune de Oued Si Slimane (environ 90 km de la ville de Batna) viennent de bénéficier du gaz naturel dont la mise en service du réseau a été effectuée jeudi. Cette opération a nécessité un investissement de 210 millions DA alloués dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont 132,67 millions pour la réalisation du réseau de transport du gaz naturel, selon les explications fournies sur place au wali, Toufik Mezhoud, rappelant que l'alimentation en gaz naturel constituait la revendication principale des habitants de cette région réputée pour ses hivers rudes. En réponse aux préoccupations exprimées par les habitants de cette région relatives notamment au renforcement de l'alimentation en eau potable et l'irrigation, le chef de l'exécutif local a assuré que « toutes les préoccupations seront prises en

charge et étudiées au cas par cas selon les priorités », mettant l'accent sur « l'importance du dialogue dans la résolution des problèmes et la relance du développement local ». Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel

dans la wilaya de Batna est estimé actuellement à 85 %, selon les services de la direction locale de l'énergie, qui ont fait part de la concrétisation d'autres projets, courant 2020.

F. K./APS

## Tissemsilt

## Réception de 800 logements location/vente le premier semestre 2020

Un quota de 800 logements de location/vente du programme AADL2 sera réceptionné à Tissemsilt durant le premier semestre de l'année en cours, a annoncé, jeudi, le wali, Zekrifa Mahfoud. Animant une émission radio à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la radio, le wali a annoncé que ce quota portera sur 400 logements situés au plan d'occupation du sol Sanawber qui tirent à leur fin, ajoutant que les

travaux de raccordement aux réseaux de la voirie sont en cours. Il a fait savoir que l'autre quota des 400 logements situés au même site ont été achevés, sauf que les bénéficiaires ont relevé certaines anomalies partant de leur droit d'acquiescer des logements de qualité. Le même responsable a souligné que le plan d'occupation du sol « Sanawber », dans lequel les logements AADL 2 sont construits, enregistre l'absence d'établissements sco-

laire, indiquant que la direction de l'éducation a demandé à contacter les souscripteurs pour effectuer les statistiques de leurs enfants scolarisés, ce qui facilitera leur scolarité dans des établissements opportuns au niveau de ce POS. La radio régionale de Tissemsilt a célébré, jeudi, la Journée mondiale de la radio en diffusant des directs avec les citoyens pour connaître leurs opinions sur les émissions et les programmes.

R. R.

## Gouvernement en Tunisie

# Le bilan des concertations politiques remis au Président

■ Le bilan des concertations politiques en vue de former un nouveau gouvernement en Tunisie devait être remis, hier, au président de la République Kaies Saïed, selon le bureau de presse du Chef du gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh, alors que les Tunisiens s'inquiètent de la situation socio-économique du pays.

Par Mondji Y.

**C**e bilan est la synthèse de 25 jours d'intenses concertations avec les différentes formations politiques, les groupes parlementaires, les organisations nationales et personnalités, entamées par Elyes Fakhfakh au lendemain de sa désignation par le président de la République, le 20 janvier dernier.

La séance de remise du bilan, prévue à 18h au Palais de Carthage, passionnée selon les médias locaux, au plus haut point les Tunisiens en attente de la formation d'un gouvernement depuis maintenant plus de trois mois.

Le regard des Tunisiens à cette rencontre, précise-t-on de mêmes sources, est accompagné d'une «grande inquiétude» due à une «quasi-opacité» caractérisant jusqu'ici l'avancement des concertations dont peu d'informations a été rendu public.

Le nouveau Chef du gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh, a opté en effet depuis sa désignation, souligne-t-on, pour un mode de communication au «compte-goutte», en totale contradiction avec celui de son prédécesseur, Habib Jemli, qui tenait à informer régulièrement ses concitoyens.

Toujours selon les médias, l'inquiétude des Tunisiens a été aussi entretenue par les formations politiques qui ne cessent pas de rendre publiques «leurs hésitations, voire leur refus de coopérer» avec Elyes Fakhfakh.

C'est le cas notamment du Parti destourien libre (BDL) de Abir Moussi, disposant de la troi-



sième force au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement), qui s'oppose aux choix de Fakhfakh, allant jusqu'à refuser son invitation à prendre connaissance du bilan de ses concertations avec les partis de la coalition.

D'autres partis, à l'image de Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie), ne se lassent pas de rappeler publiquement leurs préalables pour faire partie du prochain gouvernement.

Qalb Tounes, deuxième force politique, a indiqué dans sa dernière déclaration que sa position reste constante quant à l'obligation de former un gouvernement «inclusif et sans exclusion». La

formation de Nabil Karoui n'a pas omis de préciser qu'en cas de non satisfaction de cette condition, d'«opter d'office pour l'opposition».

De son côté, le parti Ennahda, majoritaire au sein de l'ARP, a lui aussi fait part récemment de «divergences» avec le Chef du gouvernement désigné.

«Les divergences avec M. Fakhfakh sont fondamentales», a déclaré, mercredi, le président du Conseil de la choura du parti, Abdelkarim Harouni, rappelant que le mouvement tient à un gouvernement d'unité nationale.

«Si jamais il voulait faire passer son gouvernement, M. Fakhfakh devrait réussir à avoir

une majorité parlementaire satisfaisante lors du vote de confiance (...) Mais il semble jusqu'à présent qu'il (M. Fakhfakh) est en train de former un gouvernement minoritaire», a-t-il dit.

Dans ce sens, Elyes Fakhfakh avait indiqué, depuis sa désignation, de ne faire participer dans son cabinet que les partis ayant soutenu le président Kaies Saïed lors du deuxième tour. Il a en outre affirmé que la désignation des ministères régaliens sera laissée au président de la République.

Le nouveau Chef du gouvernement désigné dispose, selon la Constitution en vigueur, d'un autre mois pour parachever la

formation de son cabinet. Dans le cas où il n'y parviendrait pas, la Constitution permet au président de la République de convoquer des élections législatives anticipées.

## Une situation socio-économique difficile

Le retard dans la désignation d'un nouveau gouvernement en Tunisie complique de plus en plus la situation économique et sociale du pays, laquelle est depuis un certain temps déjà dans «une zone rouge», s'accroît à dire et les spécialistes en questions économiques et les observateurs de la scène politique en Tunisie.

Le Chef du gouvernement chargé des affaires courantes, Youssef Chahed, n'est pas allé au courant de la semaine écoulée par quatre chemins pour décrire la situation difficile dans son pays, estimant que le retard accusé dans la formation du nouveau gouvernement est «énorme».

«Trois mois et demi après le scrutin législatif, la situation est devenue difficile», avait-il indiqué la semaine dernière, alors que tous les voyants de développement sont désormais au rouge, selon des experts.

Le taux de chômage est estimé désormais à 34,7 % chez les jeunes est de 15,1 % chez l'ensemble de la société, alors que le taux de l'inflation est établi à 6,7 % sur toute l'année 2019. De même pour le déficit de la balance commerciale, affirme-t-on.

Le retard dans la formation du gouvernement laisse planer également, selon les observateurs, d'autres risques, à l'image de celui de la sécurité. Ce risque est d'autant plus plausible, indique-t-on, compte tenu de la situation en Libye voisine et l'affluence de migrants subsahariens sur la Tunisie.

La situation générale dans le pays, notamment la situation sécuritaire et socio-économique, a été au centre d'un entretien mercredi entre le président Kais Saïed et le Chef du gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes, Youssef Chahed, a indiqué la présidence tunisienne dans un communiqué.

«L'entretien a porté sur la situation générale dans le pays, en particulier la situation en matière de sécurité et les défis sécuritaires les plus importants dans la lutte contre le terrorisme en plus de la situation économique et sociale», a déclaré Youssef Chahed, dans une vidéo publiée sur la page de la Présidence sur le site des médias sociaux.

R. M.

M. Y./APS

## Règlement de la crise en Libye

### Appui au processus politique loin des ingérences

**L**'appui au processus politique et aux conclusions du Sommet de Berlin du 19 janvier sur la Libye s'accroît avec des appels répétés à mettre fin aux ingérences et à encourager les négociations entre les parties libyennes sous les auspices des Nations unies, tel que préconisé par l'approche de l'Algérie, soutenue par l'Union africaine et saluée par l'Union européenne.

Dans le cadre des efforts en cours pour un règlement politique en Libye, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé mercredi, pour la première fois depuis la relance en avril des hostilités dans ce pays, une résolution réclamant qu'«un cessez-le-feu durable» succède à la trêve «fragile» observée depuis janvier. Le texte, rédigé par le Royaume-Uni, a été approuvé par 14 voix sur 15, la Russie s'étant abstenue.

Il avait fait l'objet de discussions ardues depuis plus de trois semaines, illustrant des divisions persistantes de la communauté internationale sur le dossier libyen malgré l'unité affichée lors d'un Sommet à Berlin le 19 janvier. La résolution «affirme la nécessité d'un cessez-le-feu durable en Libye, à la pre-

mière occasion et sans pré-conditions».

De son côté, l'Union africaine (UA), qui a combien de fois affirmé sa volonté de se saisir du dossier libyen, souhaite coopérer avec l'ONU dans le cadre d'une mission conjointe pour évaluer la situation sur le terrain et préparer le déploiement d'une autre mission d'observateurs pour surveiller le cessez-le-feu à Tripoli et là où c'est nécessaire.

L'UA veut un cessez-le-feu et la fin des interférences extérieures en Libye, avait déclaré le commissaire à la paix et la sécurité de l'UA, Smail Chergui, en marge du 33<sup>e</sup> Sommet de l'UA, tenu dernièrement à Addis Abeba.

Le Commissaire Chergui, qui s'est félicité des décisions du Congrès de Berlin, a affirmé la volonté du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA d'œuvrer à leurs mises en œuvre. C'est à ce titre que le CPS va prendre part à la réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de ces décisions, prévue le 16 février à Munich, a-t-il dit.

Un cessez-le-feu est observé en Libye depuis le 12 janvier au terme d'intenses efforts de l'Algérie en vue d'une solution poli-

tique et inclusive à la crise, tel que préconisé par les Nations unies.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a, dans ce sens, réaffirmé que «le peuple libyen est le seul habilité à choisir qui le représente», infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye en raison de sa dernière rencontre avec le maréchal Khalifa Haftar.

«Les choses se sont bien passées lors de ma dernière visite en Libye, il n'y a eu aucun problème. Nous ne faisons aucune différence entre toutes les parties libyennes, car seul le peuple libyen est habilité à choisir qui le représente», a déclaré M. Boukadoum.

Infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye suite à sa dernière rencontre avec le maréchal Khalifa Haftar, M. Boukadoum a précisé avoir rencontré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala, et «cette question n'a pas été soulevée».

«La position de l'Algérie est claire envers tous les frères libyens et non seulement ceux de Tripoli et Benghazi», a-t-il souligné.



Syrie

# L'armée reprend le contrôle d'une base militaire dans le dernier bastion terroriste à Alep

■ Les forces armées syriennes ont progressé hier dans le dernier bastion terroriste dans le nord-ouest, avec la reprise d'une base militaire à 12 kilomètres à l'ouest de la grande ville d'Alep, a rapporté une ONG syrienne.

Par Rosa C.

Les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branché d'Al-Qaïda en Syrie) dominent plus de la moitié de la province d'Idleb ainsi que des secteurs attenants dans celles d'Alep, de Hama et de Lattaquié. Des groupes terroristes moins influents sont également présents dans ces zones qui constituent le dernier grand bastion terroriste échappant aux forces loyalistes syriennes dans le pays en crise depuis 2011. A la mi-décembre 2019, les forces syriennes, aidées par l'aviation russe, sont reparties à l'assaut dans la région d'Idleb. A l'issue de «violents combats» avant l'aube contre les terroristes, les

forces syriennes ont repris hier la base 46, à 12 kilomètres à l'ouest de la grande ville d'Alep, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Des forces turques se trouvaient sur cette base mais elles s'en sont retirées jeudi, d'après la même source. Frontalière de la Syrie, la Turquie maintient des troupes dans le nord-ouest syrien et y a envoyé des renforts ces derniers jours, selon les médias. Désormais la progression des forces armées syriennes se fait dans l'objectif d'établir «une ceinture de sécurité» autour d'une autoroute reliant Alep à la capitale Damas et reprise dans son intégralité par le pouvoir plus tôt cette semaine, a souligné le directeur de l'OSDH,

Rami Abdel Rahmane. Dans cette optique, les forces syriennes «doivent conquérir les localités d'Orum al-Kobra et de Kafr Naha», dans la province d'Alep à l'ouest de l'autoroute, a-t-il précisé. Elles se trouvent à deux km d'Orum al-Kobra. Elles sont également à moins de 5 km de la ville d'Atareb, selon l'ONG syrienne. La base militaire 46 était tombée en novembre 2012 aux mains de groupes terroristes.



Ph. &gt; D. R.

Présidentielle américaine

## Bloomberg parie sur le vote des Noirs

Le milliardaire américain Michael Bloomberg a poursuivi jeudi son offensive pour charmer l'électorat noir, qui sera déterminant dans le choix du candidat démocrate chargé de défier Donald Trump à la présidentielle en novembre. En vue : le «Super Tuesday» du 3 mars, lorsqu'une quinzaine d'États, parmi lesquels le Texas, se rendront aux urnes pour les primaires démocrates. «Ce mois-ci, nous regardons en arrière et célébrons l'histoire noire ensemble, car l'histoire noire fait partie de l'histoire américaine», a déclaré l'ancien maire de New York à propos du Black History month depuis le musée des Buffalo Soldiers, un régiment de soldats afro-américains, où il inaugurerait sa campagne «Mike pour l'Amérique noire». Ce rassemblement marquait la sixième visite de M. Bloomberg au Texas depuis son entrée dans la course à l'investiture démocrate en novembre. Avec 19 permanences et plus de 150 employés locaux, Michael Bloomberg a gonflé ses effectifs plus que tout autre candidat démocrate au Texas. Cet État est clé lors des primaires démocrates car il distribue un nombre très important de délégués - 228 -, soit plus que l'ensemble des 4 premiers États qui votent en février et où le milliardaire a choisi de ne pas se présenter. Le candidat démocrate qui obtiendra une majorité de délégués (1 991) sera désigné pour représenter le parti face à Donald Trump. Plus que tout autre aussi, Michael Bloomberg a investi sa fortune personnelle dans des campagnes de publicité : près de 300 millions de dollars dans le pays entier, dont environ 29 millions au Texas, selon des statistiques de Kantar/Campaign Media Analysis Group. La campagne au Texas de ce géant de l'information financière, âgé de 77 ans, met particulièrement l'accent sur la population noire. Pendant sa dernière visite à Houston, fin janvier, M.

Bloomberg avait déjà évoqué un programme économique à destination des propriétaires et hommes d'affaires noirs. Jeudi soir, le neuvième homme le plus riche du monde, selon Forbes, a réitéré ses excuses pour les interpellations et fouilles arbitraires de la police new-yorkaise («stop-and-frisk») dont il était jusqu'ici un ardent défenseur au nom de la lutte contre la criminalité. «J'ai défendu cela, avec le recul, pendant trop longtemps, parce que je ne comprenais pas alors la peine involontaire que cela causait à de jeunes familles noires et hispaniques et à leurs enfants», a-t-il déclaré. Cette polémique pour laquelle l'ancien maire de New-York s'était excusé en novembre 2019 vient de refaire surface à la faveur d'un enregistrement circulant sur les réseaux sociaux, et retweeté cette semaine par Donald Trump, où l'on entend M. Bloomberg dire : «Mettez les flics là où se trouve le crime, dans les quartiers où vivent des minorités». M. Bloomberg a été défendu jeudi soir par un soutien texan de poids, le maire démocrate noir de Houston, Sylvester Turner : «C'est important pour

moi d'entendre qu'il était reconnu que cette politique mise en place n'était pas la bonne (...) et je l'ai entendu», a déclaré M. Turner, qui a ajouté : «On ne juge pas les gens sur leurs erreurs mais sur leur capacité à reconnaître leur culpabilité et à œuvrer collectivement vers le progrès». «J'ai été vraiment impressionnée par ses excuses sur l'erreur qu'il a commise, il faut du courage pour présenter ses excuses devant des gens et admettre qu'on a tort», a commenté à l'AFP Yolanda Richard, membre de Moms against Molesters venue écouter M. Bloomberg. «Pour moi, Bloomberg est vraiment celui qui pourrait battre Trump. On a tous vu ce qu'il se passait dans ce pays, dans la Maison-Blanche, et on a besoin d'une alternative», a pour sa part estimé Niiobli Armah, un retraité également présent dans le public. Alors qu'il ne s'est encore présenté à aucune primaire, le milliardaire a vu sa cote nettement grimper dans les sondages depuis son entrée en lice, arrivant même jusqu'à la troisième place de la moyenne des études d'opinion menées à travers les États-Unis.



## Commentaire

Incompétence

Par Fouzia Mahmoudi

Le scénario catastrophe de 2016 pour les élections présidentielles commence à se répéter aux États-Unis ; seulement aujourd'hui il est beaucoup plus important et manifeste. En 2016, quelques mois avant la présidentielle, il ne faisait aucun doute que l'ex-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Barack Obama, Hillary Clinton, serait la prochaine locataire de la Maison-Blanche. Pourtant, lors des primaires démocrates, le facteur Bernie Sanders a réussi à semer le doute dans l'esprit de beaucoup de libéraux et de médias qui ont commencé à considérer que peut-être l'ancienne Première dame n'était pas la mieux placée pour l'investiture démocrate. Clinton avait alors essuyé de nombreuses défaites lors des élections primaires et était même appelée par de nombreuses personnalités démocrates à quitter la course et soutenir Sanders. Chose que l'ex-sénatrice de New York n'a pas fait, non par entêtement uniquement mais aussi parce que la direction du Parti démocrate ne pouvait concevoir d'être représenté par le sénateur «socialiste» du Vermont. Ce dernier, pensaient-ils, pouvait perdre contre Trump, ce qui serait impossible pour Clinton que tous voyaient déjà en Première femme présidente de l'histoire des États-Unis. Aujourd'hui, les problèmes et les polémiques se succèdent et chaque jour la perspective d'une victoire en novembre prochain devient moins évidente pour le Parti démocrate qui après sa victoire aux élections de mi-mandat de novembre 2018 débordait d'optimisme pour 2020. Il espérait que les électeurs des primaires allaient se focaliser sur un candidat représentatif de la diversité du parti et consensuel, capable d'unifier derrière lui l'aile gauche et les modérés pour vaincre magistralement Donald Trump, mais après la catastrophe primaire de l'Iowa, le moral n'y est plus. Parmi la vingtaine de candidats, on comptait plusieurs femmes, plusieurs Noirs, un Latino, un Asiatique, un ancien combattant gay, des entrepreneurs, des milliardaires. Au final, pourtant, les cinq mieux placés jusqu'ici dans les premiers scrutins sont tous blancs, trois ont plus de 70 ans, quatre sont des habitués de Washington. Et aucun n'est vraiment rassembleur. Ils sont pour la plupart des «candidats de niche», qui s'appuient sur un segment de la population et ont été incapables, jusqu'ici, de prendre la tête d'une coalition composée des différents courants. Les déboires du Parti démocrate font en tout cas le bonheur de Donald Trump, qui ne se prive pas de se moquer de l'incompétence de ses rivaux et met le paquet sur sa campagne de réélection. Deux tiers des électeurs américains, selon un sondage récent, estiment que Trump sera réélu en 2020. Il reste néanmoins neuf mois aux démocrates pour redresser la barre et mettre en avant un candidat crédible et rassembleur qui pourrait reprendre en main une campagne très mal amorcée et pourquoi pas ravir la Maison-Blanche à Donald Trump. Mais ce dernier, qui s'appuie sur un bilan économique impeccable et sur le soutien d'une base grandissante d'Américains, continue d'avoir toutes les chances, au grand dam des libéraux, de passer quatre nouvelles années à la tête des États-Unis.

F. M.

## Tchad Les élections législatives fixées au 13 décembre

LES ÉLECTIONS législatives au Tchad, reportées depuis 2015, se tiendront le 13 décembre prochain, a annoncé hier la commission électorale tchadienne. L'actuelle Assemblée nationale, largement dominée par la majorité présidentielle, avait été élue en 2011 pour quatre ans mais, depuis 2015, le président du pays Idriss Déby Itno justifiait les reports successifs du scrutin essentiellement par la «menace terroriste» de Boko Haram. Le groupe terroriste nigérian multiplie depuis plusieurs années les attaques meurtrières dans la région du lac Tchad, une vaste étendue d'eau truffée d'îlots et de marécages partagée par le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a distribué hier le calendrier du scrutin à la presse. Il prévoit que la campagne officielle débutera le 21 novembre. «Je voudrais saluer le triomphe du consensus dégagé par la classe politique par rapport à la date du 13 décembre 2020», a déclaré devant la presse le premier vice-président de la CENI, Jean-Luc Benoudjita. Le calendrier prévoit la proclamation de résultats «provisoire» le 27 décembre pour les sièges des 161 députés. La liste officielle et définitive des élus doit être rendue publique plus tard par la Cour suprême. (APS)



A l'occasion de la 25<sup>e</sup> commémoration de son assassinat

# Un hommage rendu à Azzedine Medjoubi

■ Déjà vingt-cinq ans sont passés depuis l'assassinat de Azzedine Medjoubi, un grand homme de théâtre algérien. Cette commémoration eu lieu jeudi soir, à Alger, à travers un vibrant hommage à cet homme qui a beaucoup contribué dans l'épanouissement du théâtre algérien. La pièce de théâtre «El Hafila Tassir 2», un spectacle inscrit dans la continuité de l'œuvre de ce monument du quatrième art algérien, a été présentée au public du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi.

Par Abia Selles

Un vibrant hommage a été rendu, jeudi à Alger, à l'homme de théâtre Azzedine Medjoubi, à l'occasion de la 25<sup>e</sup> commémoration de son assassinat, le 13 février 1995, par une représentation de la pièce de théâtre «El Hafila Tassir 2», un spectacle inscrit dans la continuité de l'œuvre de ce monument du quatrième art algérien.

Présentée au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, «El Hafila Tassir 2» est un monodrame, inspiré de «Hafila Tassir», écrit et interprété par Tarek Nasser et produit par «l'Association de théâtre des artistes libres» de Azzaba, la ville qui a vu grandir Azzedine Medjoubi.

Dans un espace scénique ouvert et dénué de décor, Tarek Nasser joue le fils de Cherif Zaouali, personnage incarné par Azzedine Medjoubi dans les années 1990, qui lui aussi se retrouve devant le juge pour avoir détourné un autobus vers l'hôpital où son épouse enceinte

lutte contre la mort. Le jeune homme raconte son histoire d'amour avec Wafa, sa modeste condition, comme celle de son père, et son refus de voir son épouse mourir dans un hôpital comme sa mère Djamilia incarnée dans la pièce originale par Dalila Hallilou.

Si le contexte de la pièce reste inchangé, Tarek Nasser propose une actualisation du quotidien du citoyen de modeste condition qui «peine à accéder à son droit aux soins, au travail ou au logement» et qui finit par «connaître le même sort que ses parents» trente ans plus tôt.

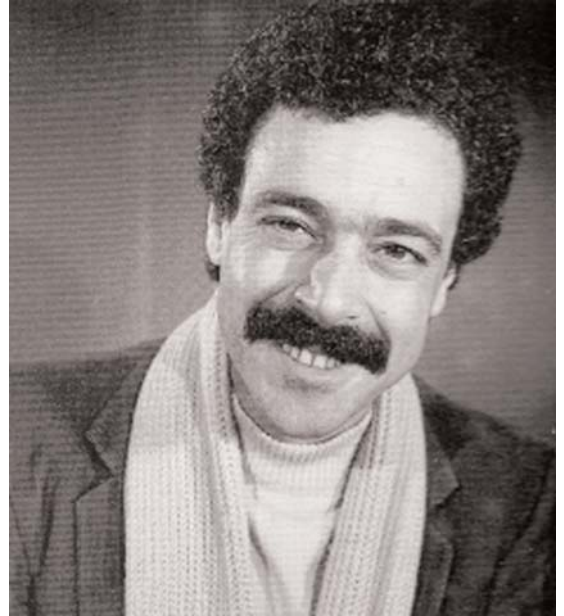
En plus d'avoir repris des répliques du dialogue de cette pièce mise en scène par Ziani Cherif Ayad et adaptée du roman «Le voleur d'autobus» de l'Égyptien Ihsan Abd Al Quddous, «El Hafila Tassir 2» intègre également des passages audio de la version de Azzedine Medjoubi.

Assassiné par des terroristes le 13 février 1995 à Alger, à la porte du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi dont il

était directeur, Azzedine Medjoubi avait marqué les planches par sa présence et ses brillantes prestations en tant que comédien et metteur en scène, contribuant pendant trente ans à l'épanouissement de la culture et au développement du théâtre algérien. Le défunt compte à son actif de grandes œuvres. Il avait campé des rôles dans plusieurs pièces comme «Bab El Foutouh» et «Galou Laarab Galou», en plus d'avoir mis en scène «Ghabou Lefkar» et «Aâlem el Baouch» primée au Festival de Carthage (Tunisie).

Il avait aussi tenté l'expérience du théâtre indépendant en créant en 1990 la compagnie «Masrah El-Qalâa» avec des compagnons de route comme Sonia, Sakina Mekkiou de son vrai nom, M'hamed Benguettaf, et Ziani Cherif Ayad.

En plus de ce riche parcours sur les planches, Azzedine Medjoubi avait investi le grand écran dans des productions comme «Journal d'un jeune travailleur» de Mohamed Itissane, «Automne 1988» de Malik



Lakhdar Hamina ou encore «Youcef ou la légende des sept dormants» de Mohamed Chouikh.

A. S.

## Célébration de la Journée mondiale de la radio Une pléiade d'artistes y prend part



Des chanteuses et des chanteurs de différentes régions d'Algérie ont animé, jeudi soir à Alger, un concert de musique prolifique, en célébration de la Journée mondiale de la radio, devant un public nombreux. Le public de l'Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne a ainsi pris part, deux heures et demie durant, à un voyage onirique, à travers une vingtaine de pièces de différents genres musicaux, brillamment rendues par une dizaine d'artistes, dans une

ambiance de grands soirs.

Retransmis en direct sur les ondes des radios algériennes nationales et locales de différentes langues, ainsi que sur le petit écran de la Télévision nationale, le concert, riche en couleurs, a réuni de jeunes artistes, aux diverses expériences et aux parcours différents, au plaisir d'un public conquis. Les chanteurs, Zohir Mazari, Amira Debbache, Fayçal Rayan, Djamilia Mansouri, Bilal Annou, Djahida, Yahia El Khencheli et Brahim Chaoui, Ziane Ouissi ou Khelifi Ziane ainsi que les grands, Boualem Chaker et Nardjess, se sont succédés sur scène, faisant montre, avec leurs voix présentes et étoffées, de leurs talents respectifs.

Interprétant des chansons, dans les registres, chaâbi, m'zabi, raï, tergui, chenoui

(Tipaza), wahrani, chaoui, bedoui, kabyle et hawzi algérois, les artistes ont mis en valeur la profondeur et la richesse d'une partie du patrimoine musical algérien.

Soutenus par douze instrumentistes virtuoses de l'Orchestre de la Radio algérienne, dirigé par Sid Ahmed Fellah, les solistes ont rendu, entre autres pièces, «Sali trach qalbi yaâtik kh'barou», «Nani medden», «Ana hali», «Wa letkaline sellan sellan», «Yellis netmour-th'inou», «Wahrani, wahrani», «Akred anoukir», «Ma tebkih ya Djamilia», «Galbi tfakkar âor-bane», «Allah, Allah ideflawen» et «Ana qalbi k'dha aâliya».

Les variations modales et rythmiques, la richesse mélodique, la densité des textes dans leur dimension poétique et esthétique que recèle le terroir de la chanson algérienne, ont permis à l'assistance plusieurs escalas artistiques organisées en «parfaite adéquation avec le thème retenu pour la célébration de cette journée», a expliqué le directeur de production de la Chaîne 2, Smail Khechni.

L. B.

## Premières journées cinématographiques à Khenchela

### Dix films historiques sur la révolution au programme

Dix films sur la guerre de Libération seront présentés à l'occasion des premières journées cinématographiques de Khenchela, prévues du 18 au 22 février courant, a-t-on appris auprès de la direction de la maison de la culture Ali-Souaïhi, organisatrice de l'évènement. La tenue de cette manifestation placée sous le slogan «la révolution libératrice dans les yeux du cinéma algérien», coïncidera avec les festivités commémoratives de la

Journée nationale du chahid et donnera lieu à la projection de films anciens et nouveaux dont «La bataille d'Alger», «L'opium et le bâton», «Patrouille à l'Est», «Lambèse», «Le colonel Lotfi» et «Mustapha Benboulaïd», a indiqué le directeur de la maison de la culture, Noureddine Kouider. Dans le cadre de la promotion de la culture de proximité, des films seront présentés au public de plusieurs communes de la wilaya avec la programmation de

«Zabana» à Tamza le 19 février, «Le puits» à Kais le 20 février et «Un pont vers la vie» à Chechar le 21 février, a indiqué le même responsable. Des conférences sur la production cinématographique nationale et des ateliers de formation portant sur la rédaction de scénarios, le tournage et l'art du comédien figurent au programme de ces journées organisées avec le concours du Centre national de la cinématographie et de l'au-

diovisuel, a indiqué M. Kouider. Le public aura l'occasion de rencontrer durant la manifestation des réalisateurs dont Ahmed Rachedi et des comédiens comme Ahmed Benaïssa, Chaouki Bouzid et Hassan Ilaoua, a indiqué le directeur de la maison de la culture qui a assuré qu'un hommage sera rendu au cinéaste natif de Khenchela, Amor Hakkar, pour sa contribution au cinéma algérien.

F. H.

## AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel

Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :

Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation

Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi

(Tizi-Ouzou) et Mourad

Abdelaoui (Aïn Beïda).

Théâtre national algérien

Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 22 février :

Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.



Tournoi féminin de l'UNAF

## L'EN entamera la compétition face à la Tanzanie

LA SÉLECTION algérienne dames affrontera son homologue tanzanienne, demain, au tournoi féminin de l'Union nord-africaine de football (UNAF), organisé du 14 au 22 février au stade du Kram (Tunis).

Les Algériennes joueront ensuite successivement contre les Mauritanaises le 18 février, les Tunisiennes le 20 et les Marocaines le 22 du même mois. Outre l'Algérie, le tournoi de l'UNAF regroupera les sélections de Tunisie, du Maroc, de

Mauritanie et de Tanzanie. En revanche, la Libye et l'Égypte ont annoncé leur retrait à la dernière minute. Le premier au classement à l'issue des cinq journées de compétition sera déclaré champion.

En prévision de ce tournoi, la sélection algérienne a effectué un regroupement à Baraki (Alger) en présence de 26 joueuses. Les coéquipières de Kahina Takenint sont à pied d'œuvre à Tunis depuis mercredi.

## ITF Juniors Tennis - Tournoi international Bachdjarah Une centaine d'athlètes attendus au rendez-vous

PRÈS DE CENT athlètes «garçons et filles» issus de vingt-trois pays, prendront part au tournoi international ITF Juniors, prévu du 17 au 22 février 2020, au Tennis Club de l'OCO Bachdjarah (Alger), a appris l'APS auprès des organisateurs. Il s'agit de l'Algérie (pays hôte), Maroc, Tunisie, Égypte, Espagne, Suisse, Portugal, Hongrie, Kenya, France, Angleterre, Chypre, États Unis, Estonie, Afrique du Sud, Allemagne, République tchèque, Russie, Belgique,

Bulgarie, Lituanie, Slovaquie, Macédoine.

Organisé par la Ligue algérienne de tennis (LAT), sous l'égide de la Fédération algérienne de tennis (FAT) et de la Fédération internationale de tennis (FIT), ce tournoi se déroulera en simple et en double.

Selon les organisateurs, les joueurs algériens engagés dans ce tournoi auront l'occasion d'améliorer soit leur classement mondial, soit de l'intégrer et de se mesurer à l'univers du tennis mondial des juniors.

Badminton

## La sélection nationale championne d'Afrique par équipes



LA SÉLECTION nationale masculine de badminton est sacrée championne d'Afrique par équipes. Les badistes algériens se sont offerts le titre continental grâce à leur belle victoire acquise en finale face à l'île Maurice (3-2), ce jeudi au Caire (Égypte). Dans une finale au scénario hitchcockien, l'Algérie a réussi à revenir de très loin pour monter sur la plus haute marche du podium. Et pour cause, Youcef Sabri Medel et Mohamed Aberrahime Belarbi ont totalement raté leur entame de finale en perdant leurs deux matchs simples. Toutefois, la révolte des

Algériens est venue de Adel Hamek. La victoire de ce dernier face à Jean Bernard Bongout (22-20, 21-15) permis à l'Algérie de se relancer dans cette finale. Dans l'épreuve du double, Mammeri et Medel ont réussi à niveler le score, à deux victoires partout, avant de l'emporter grâce à la paire Belarbi - Hakem. Cette première breloque en or de l'Algérie dans cette édition 2020 du championnat d'Afrique s'ajoute à celle en argent glanée par la sélection nationale féminine, en attendant le début des épreuves individuelles prévues du 14 au 16 février.

Coupe d'Algérie de volley-ball

## Le MB Béjaïa se qualifie

LE MB BÉJAÏA a validé son billet pour les 8<sup>es</sup> de finale de la Coupe d'Algérie en disposant de l'ES Bethioua (0-3) ce jeudi, à l'occasion de la première rencontre des 16<sup>es</sup> de finale.

La hiérarchie a été parfaitement respectée dans cette première partie des 16<sup>es</sup> de finale. La victoire est logiquement revenue au pensionnaire de la Super Division sur le score sans appel de 3 sets à 0 (17-25, 20-25, 15-

25). Au prochain tour, le MBB affrontera le vainqueur de la rencontre ES Tadjanenet - JS Messelmoun.

Concernant les autres rencontres des 16<sup>es</sup> de finales, elles auront lieu ce week-end.

A noter que l'IB Metlili Chaâmba, le WA Tlemcen et l'ES Djelfa se sont qualifiés pour les 8<sup>es</sup> de finale profitant du forfait de l'O. El-Kseur, l'O. El Oued et de la J. Skikda.

# Coupe d'Algérie de football/ 8<sup>es</sup> de finale Le CRB et le l'USMA éliminés

■ Le tenant du trophée, le CR Belouizad, a été éliminé de l'épreuve populaire et sorti par l'US Biskra (1-0), jeudi, en 8<sup>es</sup> de finale de cette compétition. Pour sa part, le Widad de Boufarik a réalisé un nouvel exploit en écartant le MC Oran (2-0), soit un autre Mouloudia après avoir déjà sorti celui d'Alger.

Par Mahfoud M.

Le 9<sup>e</sup> titre en Coupe d'Algérie pour le CR Belouizad ne sera pas pour cette année. Le Chabab a vu son parcours s'arrêter aux portes des quarts de finale, à la suite de sa défaite concédée dans la capitale des Zibans par l'US Biskra (1-0). Dans cette partie disputée entre le leader de la Ligue 1 et la lanterne rouge, la hiérarchie a été bousculée avec un succès bien mérité des Biskris acquis grâce au but de Djaâbout inscrit à la 35<sup>e</sup> minute sur penalty.

Après avoir réalisé la grande sensation du tour précédent en évinçant le Mouloudia d'Alger, le WA Boufarik a récidivé ce jeudi en éliminant le Mouloudia d'Oran (2-0). Contrairement à la confrontation face au Doyen, soldée par les tirs au but, la formation de la ville des oranges a composé son billet pour les quarts de finale de Dame Coupe dans le temps réglementaire. Auteurs d'un début de match tonitruant, les protégés de Boudjella ont vendangé un nombre incalculable d'occasions de prendre l'avantage avant de débloquer la situation juste avant la pause par l'entremise de Khatéb (45'+1).

Après le retour des vestiaires, le même jour a doublé la mise à



Les Biskris ont éliminé le tenant du titre

la 53<sup>e</sup> minute, mettant ainsi son équipe à l'abri d'un éventuel retournement de situation.

## Les équipes de Ligue 1 assurent

Dans les autres rencontres, la logique a été, plus ou moins, respectée. Le CR Bordj Bou Arréridj est allé damer le pion à l'AS Aïn M'lila (1-3), dans un match entre locataires de la Ligue 1. L'USM Bel Abbès, autre club de l'élite, a pris le meilleur sur l'USM Annaba (1-0), équipe de Ligue 2, alors que la confrontation entre l'Amel Boussaâda et le RC Arbaâ, deux pensionnaires de L2, est revenue

à l'équipe locale (1-0). Le 6<sup>e</sup> billet pour les quarts de finale mis en jeu ce jeudi a été décroché par l'ES Sétif. Les Sétifiens se sont imposés à domicile face au CS Constantine (2 -1) dans la grande affiche de ces 8<sup>es</sup> de finale.

Pour ce qui est des deux autres 8<sup>es</sup> de finale, à savoir, ES Guelma- Paradou AC et ASM Oran-ASO Chlef, ils ont été reportés à une date ultérieure. Le PAC et l'ASMO ont validé leurs tickets pour cette étape de la Coupe d'Algérie ce jeudi à l'issue du déroulement des deux derniers 16<sup>es</sup> de finale.

M. M.

FAF

## La 1<sup>re</sup> promotion de l'Académie de Sidi Bel-Abbès lancée en juillet

Le Centre régional des jeunes talents de Sidi Bel-Abbès ouvrira ses portes pour accueillir la première promotion de l'Académie de la Fédération algérienne de football (FAF) en juillet prochain, a-t-on appris jeudi de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Dans cette optique, une réunion a regroupé le wali de Sidi Bel-Abbès, Mustapha Limani, et le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, mardi, pour discuter des derniers préparatifs en vue de transformer cette infrastructure en une Académie de football sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline, a indiqué à l'APS le DJS de Sidi Bel-Abbès, Badreddine Gharbi.

«Tout est fin prêt pour que ce centre régional accueille les jeunes de l'Académie de football de la FAF. C'est un acquis très important pour le sport roi dans le pays, car cet équipement dispose de toutes les commodités à même de permettre la formation

de jeunes talents appelés, dans un avenir proche, à hisser haut le drapeau algérien sur la scène footballistique internationale», a assuré ce responsable.

Il a, en outre, rappelé que la gestion du centre régional des jeunes talents de Sidi Bel-Abbès, qui appartient au ministère de la Jeunesse et des Sports, a été cédée par ce dernier au profit de la FAF il y a de cela près de deux ans, pour un contrat de cinq ans renouvelable.

Ce site sportif, inauguré il y a trois années, comporte plusieurs équipements dont, entre autres, un grand terrain de football en gazon synthétique, un centre d'hébergement de 80 lits, une salle omnisports et une salle de musculation dotée d'un matériel ultramoderne, en plus des classes pédagogiques, a fait savoir le DJS, ajoutant que la première promotion de l'Académie de la FAF à Sidi Bel-Abbès devrait être composée de 40 jeunes qui bénéficieront sur place d'une formation sportive et

scolaire.

Cette Académie sera la deuxième à être lancée par l'instance fédérale depuis l'élection de Kheïreddine Zetchi à sa tête en mars 2017. La FAF a déjà ouvert l'été dernier, une première Académie à Khemis Miliana, dans la wilaya d'Aïn Defla.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du président de la FAF qui accorde un intérêt particulier à la formation, selon ses dires, estimant que ce volet «a été délaissé par les clubs».

C'est pour cette raison que la FAF a lancé à Tlemcen la construction d'un centre de formation régional, en attendant de faire de même dans trois autres régions du pays. Un projet qui vient remplacer celui de la réalisation d'un hôtel haut standing initié par l'ex-président de cette instance, Mohamed Raouraoua, et que son successeur a annulé après approbation des membres de l'Assemblée générale de la FAF, rappelle-t-on.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Syndicat national des pharmaciens algériens

## Appel à la révision du décret relatif aux psychotropes

**LES PARTICIPANTS** aux travaux de la première journée nationale de pharmacie, ouverte jeudi à Skikda, ont appelé à la «révision du décret exécutif 19-379 relatif à la vente des psychotropes publié au Journal officiel en janvier dernier».

L'application de ce décret exécutif, devant être valide début avril prochain, est «difficile aussi bien pour les pharmaciens que pour les médecins», a indiqué à l'APS Salah Ayache, responsable du bureau de Skikda du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (Snppa), également coordinateur national du même syndicat, appelant le législateur algérien à revoir ce décret qui touche à la santé publique en premier lieu.

«Ce décret exécutif exige du médecin de délivrer 3 ordonnances en même temps et oblige le médecin, le pharmacien et le malade d'en garder une copie», a expliqué le même responsable, estimant que «cette opération est compliquée surtout pour le pharmacien qui doit garder l'ordonnance pendant 2 ans».

Selon M. Ayache, «garder les ordonnances médicales pendant toute cette période est une mesure encombrante pour le pharmacien qui doit faire appel à des experts en archives, en plus de devoir réserver un espace pour ces archives», estimant que cela est «presque impossible, d'où la nécessaire révision de ce décret exécutif».

Selon le même intervenant, ce décret exécutif augmentera le volume de travail pour les pharmaciens, car le texte exige l'existence d'un cahier des revenus relatifs aux psychotropes et de le garder 5 ans, «ce qui va influer sur le rendement des pharmaciens dont la mission principale est de mettre les médicaments à la disposition des clients».

Les participants à cette rencontre de sensibilisation à laquelle ont pris part des médecins et des pharmaciens venus de 15 wilayas du pays, ont par ailleurs proposé de «recourir aux ordonnances électroniques, sachant qu'actuellement l'achat des médicaments se fait via la carte Chifa».

Yanis G.

Fonctionnaires de l'administration pénitentiaire

## Plus de 400 participants au Festival d'Adrar

**PLUS** de 400 participants prennent part à la 8<sup>e</sup> édition du Festival d'Adrar des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, dont les activités ont débuté hier. Le programme du festival, qui se tient sous l'égide du ministère de la Justice (direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion), comprend diverses activités sportives et des campagnes de volontariat, avec l'association de plusieurs institutions publiques et de la société civile. Le festival a débuté par le 7<sup>e</sup> championnat national de boules au stade du parc familial de Meraguène, relevant de l'administration pénitentiaire, ainsi que par les phases

éliminatoires de courses hippiques. Ce rendez-vous sportif prévoit aussi un semi-marathon national prévu sur une distance de 5 km au centre-ville d'Adrar ainsi qu'une course cycliste, et dont le coup d'envoi sera donné par le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion. Le responsable donnera également le coup d'envoi d'une action de reboisement sur une superficie de 50 hectares au niveau d'un site relevant du secteur, et ce, en collaboration avec la Conservation des forêts de la wilaya et la participation de différents corps et associations locales.

H. Y.

Gestion des ports commerciaux

## Deux nouveaux partenariats en perspective

**DEUX** ports algériens font l'objet de projets de partenariat avec des opérateurs étrangers pour prendre en main la gestion des terminaux à conteneurs, a annoncé le P-DG du groupe services portuaires (Serport). Djelloul Achour. Il s'agit du port d'Oran et d'un autre port à l'est du pays (Skikda ou Annaba) qui «suscite à ce jour beaucoup d'intérêt de la part des exploitants portuaires internationaux», selon les explications de M. Achour à l'APS. «Deux partenariats sont en cours de négociation pour la création de joint-ventures chargées de gérer et exploiter à partir de 2021 les terminaux à conteneurs, à l'instar de ce qui se fait actuellement à Bejaïa, Djendjen (Jijel) et à Alger», a déclaré le premier responsable du groupe Serport. Le terminal à conte-

neurs de Béjaïa est exploité depuis 2005 en partenariat avec la firme singapourienne «Portek», alors que ceux d'Alger et de Djen Djen sont pris en charge par le groupe émirati DP World en partenariat avec les entreprises portuaires algériennes depuis 2009. Interrogé sur son évaluation de ces partenariats, le PDG de Serport s'est dit «satisfait» du travail avec des partenaires «respectueux, souples, et qui respectent les conditions de partenariat». «Avec la sérénité constatée en matière de résultat, je pense que nos partenariats fonctionnent très bien pour le moment», a-t-il commenté. Cependant, le groupe Serport a mis un terme, novembre dernier, à son partenariat avec DP World dans le projet de digitalisation des services portuaires.

«Nous avons jugé ce partenariat très déséquilibré. Il y avait de l'engouement de la part de notre partenaire, mais nous avons préféré résilier et opter pour une solution algérienne», a expliqué M. Achour. En effet, une joint-venture a été créée en 2015 entre la partie algérienne et DP World pour mettre en place, exploiter et développer le guichet unique électronique au niveau des ports d'Alger, d'Oran et de Skikda, avant de le généraliser aux autres ports algériens. Mais malgré l'abandon de ce partenariat, ce nouveau système devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année en cours, rassure le P-DG, soulignant qu'il était «conçu par des compétences algériennes et avec des moyens nationaux».

May H.

## La Saint-Valentin coïncide avec le 52e vendredi



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

## Démantèlement d'une association de falsification de visas

■ Un réseau de malfaiteurs spécialisé dans l'escroquerie, le faux et usage de faux a été démantelé au début de la semaine écoulée dans la région de Boghni (35 km au sud de Tizi Ouzou).

Par Hamid M.

«**D**ans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, et suite à la déclaration d'une citoyenne, victime d'une escroquerie, les forces de police de la sûreté de daïra de Boghni ont ouvert une enquête, et les investigations menées dans ce cadre ont abouti au démantèlement d'une association de malfaiteurs, composée de cinq individus, dont une femme, âgés entre 30 et 39 ans, originaires de Tizi-Ouzou et Blida, spécialisés dans l'escroquerie, le faux et

usage de faux documents administratifs», précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué rendu public jeudi. Le démantèlement de ce réseau de malfaiteurs a permis la récupération et la saisie de moyens techniques utilisés dans les opérations de falsification, dont du matériel informatique ainsi que des spécimens de documents administratifs et des sceaux destinés aux faux visas, toujours selon la même source. Les mis en cause ont été présentés jeudi devant le procureur de la

République du tribunal de Draâ El-Mizan.

## Saisie de plus de 28 quintaux de viande impropre à la consommation

Une quantité de plus de 28 quintaux de viandes rouge et blanche, impropres à la consommation, a été saisie d'un entrepôt situé dans la ville de Tizi Ouzou, a indiqué jeudi soir un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Tout a commencé par l'odeur nauséabonde qui se dégageait de l'entrepôt appartenant à un jeune boucher (32 ans) avant que les éléments de la 4<sup>e</sup> sûreté urbaine de la ville des Genêts, accompagnés des services du bureau communal d'hygiène, ne se rendent sur les lieux. Le contrôle de la viande découverte, effectué par le médecin vétérinaire, a confirmé son caractère impropre à la consommation, alors que celle-ci était destinée à la commercialisation. A ce propos, il n'est pas exclu qu'une quantité de cette marchandise ait été commercialisée. La quantité de viande a été détruite et une procédure judiciaire a été engagée contre le boucher.

H. M.